

L'Évènement

La rédaction vous propose un focus sur ce qui fait l'actualité de la semaine.



Matthieu Millecamps

Rédacteur en chef adjoint

Cher(e)

abonné(e),

Le 13 février, Paul Biya soufflera ses 89 bougies. Le chef de l'État camerounais, au pouvoir depuis 1982, fêtera son anniversaire au Palais d'Étoudi pour la quarantième fois. Mais que se passerait-il si l'indétrônable sphinx n'était plus en capacité de gouverner ? Qui pourrait lui succéder en cas de vacance du pouvoir avant le terme de son septième mandat, en 2025 ? La question est taboue à Yaoundé. Mais elle est dans tous les esprits.

Sur le papier, la Constitution est claire. En cas de décès ou d'empêchement définitif, l'élection du nouveau chef de l'État doit impérativement avoir lieu dans un délai de 120 jours. Pendant ce laps de temps, c'est le président du Sénat – actuellement Marcel Niat Njifenji, 87 ans – qui assure l'intérim. Quatre mois cruciaux, au cours desquels les luttes de pouvoir seraient particulièrement âpres. Dans la série que nous publions cette semaine, nous vous proposons d'explorer les différents scénarios de cette succession à venir.

Il y a d'abord [la guerre des clans au sein même des cercles proches de Paul Biya](#). Depuis des années, il est un homme qui se prépare à cette éventualité : le [secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh](#). L'ancien diplomate entretient de bonnes relations avec certains intimes du chef de l'État, au premier rang desquels Chantal Biya, son incontournable épouse. Mais ses rapports sont tendus avec une partie des caciques du régime, notamment Samuel Mvondo Ayolo, directeur du cabinet civil ou Louis-Paul Motaze, le ministre des Finances, qui est également le neveu de la première épouse de Paul Biya, Jeanne-Irène. Enfin, les ambitions, réelles ou supposées, du [fils du chef de l'État, Franck Biya, pèseront lourd dans la balance du pouvoir](#).

Cette guerre des clans est-elle inévitable ? [Paul Biya peut-il l'anticiper et désigner lui-même un dauphin](#) ? Pour l'heure, il n'a pas fait le moindre geste laissant entendre que l'un ou l'autre avait sa préférence. Au contraire, plusieurs de ses proches et des anciens ministres ont payé au prix fort leurs ambitions trop clairement affichées. Le dauphin putatif doit être à la fois discret et proche de la famille du président mais aussi disposer d'une expérience gouvernementale et d'un ancrage politique suffisant. Pour l'heure, les noms de ceux qui cochent toutes les cases ne sont que susurrés. Et les premiers intéressés prennent garde à ne laisser transparaître aucun signe d'intérêt pour la place du sphinx.

La position qu'adopterait l'armée en cas de transition fait aussi l'objet de toutes les spéculations. Depuis la tentative de putsch de 1984, Paul Biya se méfie des militaires. Le chef de l'État a fait en sorte de les maintenir sous contrôle, en plaçant ses hommes de confiance aux postes clés de la grande muette. Certains pourraient-ils être tentés de se lancer dans un putsch ? [Des gradés pourraient-ils prétexter un éventuel désordre politique pour s'emparer du pouvoir au motif de préserver l'État ?](#) Alors que le continent est de nouveau frappé par une « épidémie de coups d'État », ces questions se posent avec acuité. L'armée camerounaise est cependant traversée par de nombreuses dissensions, tant sur le plan ethnique qu'entre ses différents corps, qui ne sont pas tous traités de la même manière.

Reste [le scénario de l'alternance](#). L'opposition camerounaise est-elle aujourd'hui en capacité de remporter une élection organisée quatre mois après une éventuelle constatation de vacance du pouvoir ? En son sein, bien peu sont prêts à en faire le pari. Ni Maurice Kamto, le patron du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), dont plusieurs cadres et militants sont toujours emprisonnés, ni John Fru Ndi, qui peine à se trouver un successeur au Social Democratic Front (SDF), ne semblent en position de force. De nombreux opposants parient donc sur un « chaos au sein du camp présidentiel » pour parvenir à tirer leur épingle du jeu. Pour ces ambitieux, la « guerre des clans » ferait alors office de « big bang » à Yaoundé, à partir duquel tout serait alors à reconstruire.

Retrouvez dès à présent tous les articles de la série réalisée par Mathieu Olivier et Georges Dougueli sur [JA.com](#).

POLITIQUE

Cameroun : après Biya, la guerre des clans aura-t-elle lieu ?

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

31 janvier 2022 à 16:35

Par [Mathieu Olivier](#)

Mis à jour le 3 février 2022 à 14:48



Ferdinand Ngoh Ngoh, Chantal et Franck Biya. © Photomontage JA

« **Cameroun : les scénarios de la succession** » (1/4). Au pouvoir depuis bientôt quatre décennies, Paul Biya s'apprête à fêter ses 89 ans. L'après est dans tous les esprits, mais rares sont ceux qui ont pu afficher leurs ambitions sans en payer le prix. Certains se préparent néanmoins à l'abri des regards.

DANS CE DOSSIER



[VOIR TOUT LE SOMMAIRE](#)

Cameroun : les scénarios de la succession de Paul Biya

- [\[Série\] Cameroun : les scénarios de l'après-Biya](#)
- [Cameroun : après Biya, la guerre des clans aura-t-elle lieu ?](#)

Aucun n'osera en parler ouvertement. Au Cameroun, où [Paul Biya](#) règne sans discontinuer depuis 1982, évoquer l'après est considéré comme un crime de lèse-majesté. Une trahison morale. Une faute politique, surtout. À Yaoundé, les murs ont des oreilles, le chef de l'État a ses services de renseignements et les différents prétendants au trône, leurs espions. Certains ambitieux ont succombé, manquant de prudence dans ce jeu de dupes. D'autres, plus discrets, ont survécu, gardant pour eux leur stratégie, adoptant le secret comme une seconde nature. Désormais, tous attendent, fébriles ou confiants, un signe, un indice. C'est certain, se disent les barons, Paul Biya, ce stratège politique que tous admirent, doit avoir un plan.

[À LIRE](#) [\[Série\] Cameroun : les scénarios de l'après-Biya](#)

Mais ce « plan » existe-t-il seulement ? Que se passerait-il si, du jour au lendemain, d'une seconde à l'autre, Paul Biya se retrouvait dans l'incapacité de gouverner sans avoir au préalable fait part de ses intentions ? Alors que [le chef de l'État célèbre ce 13 février ses 89 ans](#), le scénario peut difficilement être considéré comme improbable.

Ngoh Ngoh, l'ambitieux secrétaire général



Ferdinand Ngoh Ngoh à Yaoundé, le 18 juin 2021. © MABOUP

La Constitution est claire : en cas de vacance pour cause de décès ou d'empêchement définitif déclaré par le Conseil constitutionnel, l'élection du nouveau chef de l'État doit impérativement avoir lieu dans une période de cent vingt jours. Quatre mois durant lesquels le président du Sénat assure l'intérim à la tête du pays.

Sous l'œil de [l'inamovible Marcel Niat Njifenji](#), 87 ans et diminué par la maladie, Yaoundé est-il condamné à regarder les différents clans s'affronter ? Un homme en tout cas fourbit ses armes. Secrétaire général de la présidence depuis 2011, [Ferdinand Ngoh Ngoh](#) est un ancien diplomate ayant officié aux États-Unis. Il détient, depuis de nombreuses années, une bonne partie des pouvoirs à Etoudi. Entré dans le saint des saints de la République sur recommandation de [Martin Belinga Eboutou, l'ancien directeur du cabinet civil de Paul Biya](#), ce diplômé de l'Institut des relations internationales du Cameroun y a peu à peu tissé sa toile, plaçant ses hommes dans l'administration « sur hautes instructions du chef de l'État ».

À LIRE Afrique-Israël : au Cameroun, Eran Moas, un « consultant » très spécial

Certes, Louis Georges Njipendi, qui en était proche, a récemment dû quitter son poste de directeur général de la Camair-Co. Mais Victor Mbemi Nyaknga (Société nationale de transport de l'électricité), Bertrand Pierre Soumbou Angoula (École nationale d'administration et de magistrature), Joseph Ngo (Agence de régulation des marchés publics) ou Jean-Paul Simo Njonou (Société nationale de raffinage) sont toujours en place. Ferdinand Ngoh Ngoh entretient en outre d'excellentes relations avec [les Israéliens de la présidence](#), en premier lieu Eran Moas, influent conseiller en sécurité et fournisseur officieux du Bataillon d'intervention rapide (BIR), l'unité d'élite placée sous la responsabilité du secrétariat général de la présidence.

Côté sécurité, Ferdinand Ngoh Ngoh dispose d'un autre atout de poids en la personne de [Paul Atanga Nji](#). Ministre chargé de mission à la présidence de 2010 à 2018, puis de l'Administration territoriale, poste auquel il a été nommé en partie grâce à l'influence de Ngoh Ngoh, Atanga Nji est également le secrétaire permanent du Conseil national de sécurité, où se réunissent les patrons des forces de police, de l'armée et des services de renseignements du pays. « Ngoh Ngoh a des relais dans les affaires et dans l'armée. Il a aussi des amis redevables au gouvernement », résume un proche du palais. Pourrait-il pour autant nourrir des ambitions en cas d'empêchement de Paul Biya ? Est-il en mesure de viser le pouvoir suprême qu'il a longtemps côtoyé ? Dans l'hypothèse d'une guerre de clans, [ses chances pourraient venir d'une alliée de longue date : Chantal Biya](#).

Chantal Biya, l'influente première dame

Originaire de la Haute-Sanaga, Ferdinand Ngoh Ngoh passe pour être un cousin de la première dame. L'ex-diplomate a vu le jour à Minta, à soixante kilomètres de Nanga-Eboko, la ville de naissance de Rosette Ndongo Mengolo, la défunte mère de Chantal Biya. « En 2011, lorsque Martin Belinga Eboutou le ramène avec lui de New York et le fait nommer à la présidence, c'est en partie pour se réconcilier avec Chantal Biya », se souvient une source au palais.

CE CLAN, DIT DE NANGA-EBOKO, EXERCE DÉJÀ UNE PARTIE DU POUVOIR AUJOURD'HUI

Le duo est d'une efficacité redoutable : Ferdinand Ngoh Ngoh étend son influence dans l'administration et la sécurité, tout en favorisant la nomination de proches au gouvernement (notamment [Célestine Ketcha Courtès à l'Urbanisme](#) ou Achille Bassilekin aux PME), tandis que Chantal Biya a fait de son Cercle des amis du Cameroun (le Cerac) un lieu de pouvoir sans pareil. Céline Ngoh Ngoh, l'épouse du secrétaire général, a d'ailleurs le bon goût d'en faire partie.

À LIRE [Cameroun : Ferdinand Ngoh Ngoh, secrétaire général tout-puissant de Paul Biya](#)

Depuis 2018, le tandem a même placé un homme au sein du cabinet civil du chef de l'État : le directeur adjoint Oswald Baboke. Neveu d'un ancien président de la Chambre d'agriculture du Cameroun, ce dernier est surtout originaire de Dimako, [village de la région de l'Est où Chantal Biya a vu le jour](#). En d'autres termes, ce pasteur d'une église du Réveil est tout acquis à la première dame, qui a même tenté de l'imposer à la tête du cabinet du chef de l'État, mais sans succès. « Ce clan dit de Nanga-Eboko ne manque pas d'atouts. De fait, il exerce déjà une partie du pouvoir aujourd'hui : il est proche de Paul Biya, connaît les affaires et l'armée, compte des fidèles au gouvernement, énumère un diplomate en poste à Yaoundé. En cas de succession, il serait dangereux de ne pas le prendre au sérieux. » Mais est-il pour autant tout-puissant ?

La faiblesse du Faucon

« Ferdinand Ngoh Ngoh a de mauvaises relations avec plusieurs barons du régime », explique notre source à Etoudi, citant René-Emmanuel Sadi, l'actuel ministre de la Communication, ou encore Laurent Esso, chargé de la Justice. En témoigne ce bras de fer qui a opposé, tout au long de l'année 2021, le secrétaire général et le garde des Sceaux autour de la gestion du port autonome de Douala (PAD) à travers [le conflit entre Cyrus Ngo'o, patron du port et proche de Ngoh Ngoh, et l'administrateur Lazare Atou](#), réputé soutenu par Esso. [Ferdinand Ngoh Ngoh est également en](#)

[délicatesse avec le Premier ministre, Joseph Dion Ngute](#), qui lui reproche de se comporter en chef de gouvernement – en créant notamment ses propres task forces à la présidence.

LA CRISE ANGLOPHONE A PROVOQUÉ UNE FRACTURE ENTRE LES FAUCONS DE NGOH NGOH ET LES MODÉRÉS DE DION NGUTE

Autre adversaire du secrétaire général, Maxime Léopold Eko Eko, le redouté directeur général de la recherche extérieure. Comme le chef du gouvernement, il a peu apprécié de voir ses (discrets) efforts de médiation auprès des sécessionnistes ambazoniens réduits à néant par Ngoh Ngoh et Atanga Nji. « La crise anglophone a provoqué une fracture entre les "modérés", notamment Dion Ngute, et les "faucons", autour de Ngoh Ngoh, analyse un autre diplomate à Yaoundé. C'est un fossé supplémentaire. »

Ces inimitiés pourraient-elles sonner le glas des ambitions de Ngoh Ngoh ? Son nom est en tout cas apparu dans nombre d'affaires, du PAD aux chantiers de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en passant par [l'utilisation des fonds consacrés à la lutte contre le Covid-19](#), et ses détracteurs se plaisent à le souligner.

Ferdinand Ngoh Ngoh est en effet à l'origine de l'ordre donné au directeur général du PAD de signer avec la société PortSec SA un marché de gré à gré portant sur la « sécurisation du périmètre et du contrôle des accès du port » pour un montant d'un peu plus de 25 milliards de F CFA (38 millions d'euros) – et même 31 milliards (plus de 47 millions d'euros) après un avenant – et une durée de deux ans. Or l'administrateur de cette société immatriculée au Panama est un cabinet suisse, Kohli & Partners, [lequel est également en affaires avec le fameux Eran Moas, dont le secrétaire général est proche](#). « Ces affaires fragilisent Ngoh Ngoh, admet un habitué du palais, et ses adversaires ne manquent pas de s'en servir. » Et ils sont nombreux.

Samuel Mvondo Ayolo, l'autre homme fort du palais



Samuel Mvondo Ayolo est le directeur du cabinet civil de la présidence. © Maboup

Au deuxième étage du palais, dans son bureau situé directement sous celui du chef de l'État, un autre homme pense en effet à l'après-Biya : Samuel Mvondo Ayolo. Directeur du cabinet civil depuis 2018, l'ancien ambassadeur du Cameroun en France a succédé à Martin Belinga Eboutou alors que Chantal Biya tentait, en vain, de faire nommer Oswald Baboke à ce poste très convoité. Lui qui a passé une bonne partie de sa carrière à l'étranger, notamment à Libreville et à Paris, n'aura pas mis longtemps à se familiariser avec les joutes de pouvoir de Yaoundé. Au fil des mois, sa rivalité avec Ferdinand Ngoh Ngoh est devenue un véritable secret de polichinelle.

[À LIRE](#) Cameroun : Samuel Mvondo Ayolo sortira-t-il un jour de l'ombre de Paul Biya ?

Si une guerre des clans venait à éclater, Samuel Mvondo Ayolo serait-il l'adversaire numéro un de Ferdinand Ngoh Ngoh ? « Il est en tout cas l'un des patrons du Sud, la région d'origine de Paul Biya, et l'un des principaux représentants des Bulus, la famille élargie du chef de l'État », admet l'un de ses proches. Né en 1957 à

Sangmélima, Samuel Mvondo Ayolo est le fils de l'homme d'affaires Moïse Ayolo, un ami de Paul Biya, et il a grandi entre son village de Meyomessala et la capitale départementale. Il a gravi les échelons grâce à l'influence d'un autre confident du chef de l'État, Philippe Mataga, et il est aujourd'hui proche du fils de ce dernier, Christian. Surtout, il a noué une relation étroite avec Bonaventure Mvondo Assam, le neveu du président, et avec [Franck Biya, le propre fils de Paul Biya](#).

Franck Biya, le fils en embuscade



Franck Biya à Yaoundé, en 2019. © Maboup

Depuis plusieurs années, Franck Biya, qui a longtemps vécu aux États-Unis et en Afrique du Sud, a opéré un retour remarqué à Yaoundé. Lui aussi proche de Christian Mataga, il dispose de nombreux soutiens au sein de la jeunesse dorée camerounaise et entretient d'excellents rapports [avec la star Samuel Eto'o, nouveau président de la Fédération camerounaise de football \(Fecafoot\)](#), ou avec le ministre de l'Économie, Alamine Ousmane Mey. Mieux, il est devenu au fil des mois l'un des conseillers privilégiés de son père, qui le consulte aujourd'hui régulièrement.

SAMUEL MVONDO AYOLO ET FRANCK BIYA PEUVENT FONCTIONNER COMME UN TANDEM

Franck Biya pourrait-il être un prétendant au trône ? « Il n'a jamais manifesté une telle ambition, mais il semble se prendre au jeu, affirme un proche d'Etoudi. Quelle que soit sa décision, il est pour le moment difficile de l'écarter, surtout si les Bulus du Sud décident de se ranger derrière lui pour contrer les "Nanga-Eboko". Samuel Mvondo Ayolo et Franck Biya peuvent fonctionner comme un tandem. La question est de savoir s'ils peuvent être soutenus par le reste de la famille. »

[À LIRE](#) [Cameroun : le premier cercle très fermé de Franck Biya, fils \(et successeur ?\) du président Paul Biya](#)

D'autant qu'un dernier homme espère jouer les premiers rôles. Il se nomme [Louis-Paul Motaze](#). Actuel ministre des Finances, ancien titulaire du portefeuille de l'Économie, c'est un cadre du gouvernement depuis de nombreuses années qui se trouve être un neveu de Jeanne-Irène, la défunte épouse du chef de l'État. Bulu du Dja-et-Lobo, le département du président, [il est tout aussi puissant dans le Sud que Mvondo Ayolo](#), avec qui il ne manque pas de rivaliser lors de chaque scrutin aux alentours de la capitale départementale de Sangmélina.



Louis-Paul Motaze, ministre des Finances du Cameroun. © MABOUP

Disposant de réseaux non négligeables chez les patrons, Louis-Paul Motaze compte également des relais dans le septentrion, son épouse Aïssa étant native du Logone-et-Chari. « Si Franck Biya ne se décide pas, Motaze est un candidat sérieux, résume un habitué du palais. Il est du Sud, fait partie de la famille Biya, a des liens avec l'Extrême-Nord et de l'expérience politique. » Est-ce suffisant pour rassembler le clan bulu ? « Il y a une rivalité locale entre Mvondo Ayolo et Motaze, comme entre Mvondo Ayolo et Jacques Fame Ndongo, le ministre de l'Enseignement supérieur [lui aussi originaire du Sud]. Mais cela passera au second plan s'ils ont besoin de se rassembler à Yaoundé », assure un proche.

Le RDPC aura son mot à dire

Le clan "Nanga-Eboko" a des atouts, mais celui du Sud n'en a pas moins », abonde, à Yaoundé, un diplomate peu enclin à prendre le risque de parier sur le mauvais cheval. Au palais d'Etoudi, le patron de la garde présidentielle, Raymond Beko'o Akondo, entretient ainsi de bons rapports avec Samuel Mvondo Ayolo, tandis que Ferdinand

Ngoh Ngoh a déjà tenté, maladroitement, de le faire remplacer. L'appui de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), l'un des plus gros pourvoyeurs d'argent de l'État, sera également déterminant. Son patron, [Adolphe Moudiki – dont la femme, Nathalie, est réputée proche à la fois de Chantal Biya et de Samuel Mvondo Ayolo](#) –, a lui aussi plusieurs fois échappé aux tentatives du secrétaire général pour lui trouver un successeur. « Mvondo Ayolo et Motaze passent également mieux à l'international, même si Ngoh Ngoh a soigné ses réseaux », ajoute notre diplomate.

LE CLAN DE FERDINAND NGOH NGOH RISQUE DE MANQUER DE SOUTIENS AU SEIN DU RDPC

Enfin (et surtout ?), le clan du Sud dispose de biens meilleurs atouts au sein du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), dont l'avis pèsera dans le choix du successeur de Paul Biya. « Même si Paul Atanga Nji est au comité central, Ngoh Ngoh est peu implanté au sein du parti au pouvoir, confie l'un de ses cadres. En revanche, René-Emmanuel Sadi et Jacques Fame Ndongo font partie du bureau politique. S'il fallait choisir un camp en urgence, le sien risquerait d'y manquer de soutiens. » [Le renouvellement des organes du parti, entamé au cours de l'année 2021 et appelé à se poursuivre jusqu'à un hypothétique congrès national](#) (qui n'a pas eu lieu depuis 2011), pourra-t-il rebattre les cartes avant qu'éclate la guerre de succession ?

« Bien sûr, l'après-Biya est dans toutes les têtes, même si personne ne le dit. Chacun veut se positionner, anticiper et s'arranger pour avoir le plus de soutiens possible dans les organes de décision au moment fatidique », confie notre source au sein de la formation au pouvoir, abandonnant pour un temps la langue de bois de rigueur. Les plus ambitieux des barons de Yaoundé seront-ils pour autant prêts pour la guerre des cent vingt jours, cette bataille qui pourrait s'ouvrir si Paul Biya venait à passer la main brutalement sans avoir dévoilé ses plans ? La partie s'annonce serrée. « Gouverner, c'est prévoir », disait l'ancien président français Adolphe Thiers. Et « ne pas prévoir, c'est déjà gémir », écrivait avant lui Léonard de Vinci.

Cameroun : après Paul Biya, un dauphin surprise à la tête du pays ?

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

1 février 2022 à 15:58

Par [Mathieu Olivier](#)

Mis à jour le 3 février 2022 à 14:48



Louis-Paul Motaze, le ministre camerounais des Finances, et Alamine Ousmane Mey, le ministre de l'Économie.

« Cameroun : les scénarios de la succession » (2/4). Que se passerait-il si, dans un an, Paul Biya n'était plus président ? S'est-il choisi un successeur ? Qui pourrait avoir sa bénédiction et celle du RDPC, essentielle pour qui espère un jour s'imposer dans les urnes ? JA s'est intéressé à ces ambitieux qui, dans l'ombre, avancent leurs pions.

DANS CE DOSSIER



[VOIR TOUT LE SOMMAIRE](#)

Cameroun : les scénarios de la succession de Paul Biya

- [\[Série\] Cameroun : les scénarios de l'après-Biya](#)
- [Cameroun : après Biya, la guerre des clans aura-t-elle lieu ?](#)

Combien sont-ils à avoir levé les yeux vers le palais, tentant de percer, à travers la légère brume matinale, les secrets du saint des saints ? Ambassadeurs et ministres, hommes d'affaires et intrigants, simples badauds ou électeurs curieux... Tous ont, un jour ou l'autre, rêvé de résoudre l'énigme du Sphinx d'Etoudi et de trouver la réponse à la sempiternelle question : qui succèdera à Paul Biya ? Beaucoup ont échoué.

Trop arrogant ? L'ambitieux [Marafa Hamidou Yaya](#) croupit depuis presque dix ans derrière les grilles de Kondengui. Trop pressé ? [Titus Edzoa](#) a payé de deux décennies d'emprisonnement le fait d'avoir voulu passer du secrétariat général de la présidence à la magistrature suprême. Trop sûrs d'eux ? Des ministres un temps qualifiés de tout-puissants ont vu leurs rêves de grandeur réduits à néant dans l'impitoyable jeu du trône de Yaoundé. Un homme, seul au sommet, détient les clés du scénario de sa propre succession.

À LIRE [Cameroun : après Biya, la guerre des clans aura-t-elle lieu ?](#)

Durant quatre décennies, Paul Biya, dans le rôle du machiavélique metteur en scène, en a plusieurs fois changé les acteurs. En ce mois de février 2022, alors qu'il s'apprête à fêter ses 89 ans en compagnie de sa famille, a-t-il enfin achevé le script de l'avenir du Cameroun – script qui devra bien, un jour, s'écrire sans lui ? Au milieu de l'année dernière, le chef de l'État a lancé l'un des chantiers les plus attendus de ces dernières années : [le renouvellement des organes du Rassemblement démocratique du peuple camerounais \(RDPC, au pouvoir\)](#).

« On ne va pas organiser une primaire ! »

« Cela a ressemblé à un coup d'envoi. Tous les barons du parti ont voulu placer leurs pions pour être le mieux positionné possible », sourit un cadre du RDPC, que Paul Biya préside sans discontinuer depuis sa création. Dans la région du Sud, Louis-Paul Motaze, le ministre des Finances, et [Samuel Mvondo Ayolo, le directeur du cabinet civil du chef de l'État](#), se sont disputés la suprématie dans les instances locales de Sangmelima. Dans l'Ouest, des jeunes ambitieux, comme Célestine Ketcha Courtes et [Eric Niat, fils du président du Sénat](#), se sont embarqués dans une lutte d'influence, tandis que [le décès du sultan Ibrahim Mbombo Njoya](#), patron régional du parti au pouvoir, a rebattu les cartes.

SI PAUL BIYA SE CHOISIT UN SUCCESSEUR, IL DEVRA TÔT OU TARD LE PRÉSENTER AU PARTI

Les instances n'avaient pas été renouvelées depuis de nombreuses années et chacun espère tirer son épingle du jeu. La succession du « président national » est dans toutes les têtes, mais en public, le sujet est encore tabou. « Il ne faut pas en faire une obsession », glisse, prudente, une source au RDPC. Mais, en privé, chacun sait que le processus est en marche. Alors, chacun se prépare. « Si Paul Biya se choisit un successeur, il devra tôt ou tard le présenter au parti et lui permettre de prendre le relais au sein de notre formation », croit savoir un baron croisé à Yaoundé dans l'effervescence de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui a mis pour un temps les considérations politiques (un peu) de côté.

À LIRE [\[Série\] Cameroun : les scénarios de l'après-Biya](#)

« Le parti ne s'est pas réuni en congrès national depuis 2011. Or on annonce qu'il va le faire cette année ou l'année prochaine, en tout cas avant les sénatoriales de 2023. Forcément, tout le monde spéculé sur les changements possibles dans l'organigramme », ajoute-t-il. « Les instances locales, que nous venons de renouveler, veulent influencer les organes régionaux, qui veulent peser sur le comité central, qui veut avoir son mot à dire sur le choix du bureau politique et du président national. C'est le fonctionnement normal d'un parti, mais c'est nouveau pour nous, qui n'avons connu que Paul Biya depuis notre création », explique-t-on encore au sein de la formation au pouvoir. Chacun aura-t-il cependant son mot à dire ? Ou Paul Biya imposera-t-il le fait du Prince ? « Il ne faut pas se faire d'illusions, on ne va pas organiser une primaire pour choisir le dauphin », plaisante un baron.

Motaze, Nghoh Nghoh et les clans

Retour, donc, à la question première : qui Paul Biya choisira-t-il ? Quel sera l'élu qui profitera de la réorganisation du RDPC pour en devenir le vice-président, commandant en second d'un navire qui n'a qu'une seule ambition, exister après l'actuel chef de l'État ? [Neveu de Jeanne-Irène Biya, première épouse du président, Louis-Paul Motaze](#) cache à peine son ambition. Le ministre des Finances, pilier du comité central, tente de s'affirmer comme leader du parti au pouvoir pour la région du Sud. Mais il doit notamment composer avec les influents Samuel Mvondo Ayolo et Jacques Fame Ndongo, le ministre de l'Enseignement supérieur, considéré comme l'un des idéologues du RDPC, dont il est membre du bureau politique.

S'IL FAIT PARTIE DE LA FAMILLE DU PRÉSIDENT, MOTAZE NE MANQUE PAS D'ADVERSAIRES

« Motaze fait partie de la famille du président et a une assise politique dans le Sud. Il ne manque pas d'atouts », juge un de ses proches. Il ne manque pas non plus d'adversaires. Parmi eux, [Ferdinand Nghoh Nghoh. Mais le secrétaire général de la présidence](#), plus proche de la première dame Chantal Biya que du chef de l'État, manque d'appuis au sein du parti. Il n'est pas membre du comité central et ne peut y compter que sur le soutien

du [ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji](#), qui lui est proche. En revanche, Laurent Ezzo, qu'il affronte régulièrement par affaires et médias interposés, ne lui sera d'aucune aide – c'est un euphémisme. Et, au sein du bureau politique, composé de quinze membres, Ngoh Ngoh n'est guère mieux loti.

Il n'est ainsi pas en bons termes avec Jacques Fame Ndongo et avec le ministre de la Communication, René-Emmanuel Sadi, l'un des patrons officieux du parti. « Ngoh Ngoh n'a quasiment pas de relais dans la formation, où les patrons du Sud mais aussi [Laurent Ezzo](#) et René-Emmanuel Sadi n'auront de cesse de lui barrer la route », analyse un cadre. « Si la succession se passe au sein du RDPC, il n'a aucune chance », tranche un politologue camerounais.

[À LIRE](#) [Cameroun : enquête sur les réseaux de Louis Paul Motaze, grand argentier du leader de la Cemac](#)

Dès lors, qui serait le mieux placé ? « Le profil est clair : quelqu'un de discret, proche de la famille, avec une expérience de gouvernement et un ancrage politique régional suffisant pour ne pas être contesté au sein du RDPC », analyse un diplomate à Yaoundé.

Un dauphin surprise ?

Au cœur de la capitale, où chaque ambitieux sait à quel point la discrétion peut être synonyme de salut, les candidatures débutent souvent par un murmure. Or, au pied de la colline d'Etoudi, un nom est chuchoté depuis plusieurs mois, celui d'Alamine Ousmane Mey. Le ministre de l'Économie a-t-il ses chances ? « Il coche toutes les cases », affirme l'un de ses proches. Fils d'Abba Ousmane Mey, ancien puissant gouverneur du Nord sous Ahmadou Ahidjo, il a grandi au sein du sérail. Son père, décédé en 2016, a été l'un des proches collaborateurs du premier président du Cameroun, avant de rallier Paul Biya. « Il a été l'un des rares notables du grand Nord à avoir su passer sans encombre d'Ahidjo à Biya entre 1982 et 1984, au moment de la tentative de coup d'État, glisse un observateur de l'époque. Paul Biya ne l'a pas oublié. »

FILS D'ABBA OUSMANE MEY, ALAMINE OUSMANE MEY CÔTOIE TRÈS TÔT PAUL BIYA

Entre Abba Ousmane Mey et Paul Biya, la complicité a fini par se muer en amitié. Le jeune Alamine, né en 1966, grandit au contact de la famille du président, et notamment du fils de ce dernier, Franck, et de Christian Mataga, le fils de Philippe Mataga, un autre confident de Paul Biya. [Le quatuor qu'ils forment avec l'homme d'affaires Ghislain Samou Nguewo](#) ne se séparera plus et entretient aujourd'hui encore une discrète mais solide amitié.

Après des études en Allemagne, en Belgique et en Turquie dans le domaine électronique, Alamine Ousmane Mey se lance dans la finance et entre à la CCEI Bank en 1993, avant de devenir le directeur général de sa filiale Afriland First Bank en 2003. À Yaoundé, il apprécie dîners entre amis et soirées calmes, mais ne montre guère de penchant pour l'ostentatoire. Chaque midi, il invite ses connaissances au restaurant Le Bignou, à côté de son bureau.

Selon ses proches, il ne manifeste aucun appétit pour la politique. Mais celle-ci finit par le rattraper. À la fin des années 2000, on le voit de plus en plus fréquemment dans des sommets économiques internationaux, notamment en avril 2010 à Washington, au côté de Paul Biya et d'entrepreneurs camerounais. Franck Biya se charge de faire sa promotion auprès du chef de l'Etat, qu'il conseille déjà à l'occasion. Son ami, pieux musulman de l'Extrême-Nord, fils d'un fidèle de la première heure, a de quoi séduire le Sphinx d'Etoudi. En décembre 2011, [Paul Biya le nomme donc ministre des Finances, à 45 ans](#). « Cela lui a permis de développer ses réseaux à l'international, notamment dans les grandes institutions financières comme le FMI et la Banque mondiale », explique un proche. Au fur et à mesure des années, Paul Biya en fait donc l'un de ses hommes de confiance.

Vers une alternance Sud-Nord ?

Le président l'emmène d'abord dans les sommets régionaux, où nombre de diplomates se souviennent de leur proximité. Un ancien de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) se souvient les avoir vu rire aux éclats dans les couloirs

d'un événement à N'Djamena. Puis, Paul Biya se déplaçant de plus en plus rarement, Ousmane Mey devient l'un de ses « remplaçants » réguliers. Portant des messages en son nom, il étoffe son carnet d'adresses auprès des chefs d'État africains. « Il a tissé sa toile, de façon très discrète, jusqu'à devenir un interlocuteur des présidents de la région, tout en restant très apprécié dans le monde de la finance », assure encore un membre de son entourage.

PAUL BIYA POURRAIT ÉVITER UNE SUCCESSION « DYNASTIQUE » TOUT EN CHOISSISSANT UN DAUPHIN QUI NE LE TRAHIRA PAS

En privé, Alamine Ousmane Mey tutoie Paul Biya, qui le considère comme un fils adoptif. « Paul Biya l'a discrètement formé ces dernières années, croit savoir un observateur le connaissant bien. Le président le considère comme un fils et lui fait confiance. Seul Franck Biya pourrait être encore plus proche du chef de l'État, mais je ne crois pas qu'il ait l'ambition de succéder à son père. » Alamine Ousmane Mey pourrait aussi compter sur le soutien de barons tels que Laurent Easo et René-Emmanuel Sadi, lesquels étaient proches de son défunt père, voire sur celui de Cavaye Yeguié Djibril, président de l'Assemblée nationale issu, comme lui, de l'Extrême-Nord et membre du bureau politique du RDPC.

« Il n'a pas d'ennemis et a su ne pas se mettre en avant. Il connaît le jeu politique et administratif de Yaoundé par cœur pour avoir été élevé à l'intérieur. Son père a notamment été président du conseil d'administration de la Caisse nationale de prévoyance sociale. Il sait donc comment le système fonctionne et surtout comment se comporter pour éviter les désillusions », analyse le diplomate cité plus haut.

[À LIRE](#) [Cameroun : Franck Biya veut-il succéder à son président de père ?](#)

Marié à la sœur du ministre délégué aux Marchés publics, Ibrahim Talba Malla, Alamine Ousmane Mey a en outre pris soin de cultiver son statut de baron du RDPC dans l'Extrême-Nord. Il ne rate ainsi aucune occasion d'organiser des rassemblements avec les militants

dans son fief de Kousseri, au côté de son épouse, notamment lors de la tabaski ou du ramadan. « Depuis le départ d’Ahmadou Ahidjo, le grand Nord attend une occasion de revenir au pouvoir », explique notre politologue. « Cavaye Yeguie Djibil ne me semble pas en capacité de fédérer et Marafa Hamidou Yahya est emprisonné. Ousmane Mey peut donc représenter une solution séduisante pour Paul Biya en provoquant une alternance Sud-Nord, en évitant une succession “dynastique” au sein du clan bulu et en initiant un changement de génération, tout en choisissant un dauphin qui ne le trahira pas », explique une source proche d’Etoudi.

Un proche de l’intéressé, qui prend garde de ne pas s’afficher dans les médias, conclut : « Il sait qu’il a les atouts nécessaires et qu’une porte peut s’ouvrir ». Une porte dont seul Paul Biya détient la clé.

Cameroun : l’armée peut-elle jouer un rôle dans l’après-Biya ?

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

2 février 2022 à 15:02

Par [Georges Dougueli](#)

Mis à jour le 3 février 2022 à 14:50



Le contre-amiral Joseph Fouda, aide de camp de Paul Biya © Montage JA
« **Cameroun : les scénarios de la succession** »
(3/4). **Que se passerait-il si, dans un an, Paul Biya n'était plus président ? Cette armée, dont une faction a manqué de le renverser en 1984, qu'il surveille avec attention et dont il nomme les chefs, pourrait-elle intervenir au prétexte d'assurer l'ordre et la continuité ?**

DANS CE DOSSIER



[VOIR TOUT LE SOMMAIRE](#)

Cameroun : les scénarios de la succession de Paul Biya

- [\[Série\] Cameroun : les scénarios de l'après-Biya](#)

- [Cameroun : après Biya, la guerre des clans aura-t-elle lieu ?](#)

Pendant plus de deux décennies, il a résisté aux intrigues et querelles intestines qui minent l'entourage présidentiel. Il a évité les chausse-trappe et esquivé les coups bas. Le contre-amiral Joseph Fouda, aide de camp de Paul Biya, est l'un des collaborateurs les plus anciens et les plus proches du chef de l'État. Un lien unique qui s'est forgé dans les coulisses du pouvoir et qui fait de lui l'un des militaires les plus influents du Cameroun, quand bien même il ne dirige aucune unité.

Fouda, dans l'ombre de Biya

Quel est le secret de la longévité de ce taiseux, originaire du Centre ? Un dévouement quasi religieux au chef de l'État, c'est certain. Une exceptionnelle discrétion, cela va sans dire. Mais aussi – et cela ne gâche rien – une vie monacale, loin des mondanités de la capitale. Paul Biya, qui sait pouvoir compter sur sa fidélité, lui a octroyé il a quelques années le titre de conseiller spécial. Autrement dit, il a consenti à déroger pour cet homme qui le suit comme son ombre au sacro-saint principe de la cloison étanche entre carrières militaire et politiques. Aujourd'hui encore, à Etoudi, Joseph Fouda compte parmi les rares à avoir accès tant au bureau présidentiel qu'à la résidence du « patron », la fameuse Annexe C.

A LIRE [Cameroun : après Biya, la guerre des clans aura-t-elle lieu ?](#)

Si l'armée peut se targuer de disposer d'un homme au cœur du pouvoir, c'est bien parce que cet officier de marine à l'uniforme immaculé est aux premières loges de la conduite du pays. C'est par lui que passent les courriers confidentiels échappant au circuit officiel. Les notes de renseignement aussi. Rien de ce qui se trame à Yaoundé ne lui échappe.

Que Paul Biya accorde sa confiance à un officier n'allait pas de soi. Il n'a jamais oublié qu'une partie de la Garde républicaine a tenté de le renverser, un 6 avril 1984 – c'est le grand traumatisme du début de sa présidence. Politicien madré et rancunier, il s'applique depuis des années à asseoir son contrôle sur l'armée et le contre-amiral est, à cet égard, un maillon essentiel de la stratégie de

conservation du pouvoir qu'il a mise en place. Et même si les Camerounais n'osent en débattre ouvertement, tous savent que, si Paul Biya venait à être empêché, l'armée pourrait décider de jouer un rôle dans cette succession qui, inévitablement, se profile.

Tentation des militaires ?

Bien sûr, la Constitution camerounaise est claire. En cas de décès du chef de l'État par exemple, il reviendrait au président du Conseil constitutionnel (en l'occurrence à Clément Atangana) de publier une déclaration de vacance en procédure d'urgence et de l'insérer au journal officiel, en français et en anglais. Mais pour cela, il devrait lui-même avoir au préalable réuni les deux tiers des membres dudit Conseil, [à la demande du président de l'Assemblée nationale \(en l'occurrence, Cavaye Yeguie Djibril\)](#). Charge ensuite au président du Sénat d'organiser des élections dans un délai maximal de 120 jours.

EN CAS D'INDISPONIBILITÉ DÉFINITIVE DU PRÉSIDENT, LES ÉTATS-MAJORS SERONT PARMIS LES PREMIERS INFORMÉS

Voilà pour la théorie. Mais reste à savoir dans quels délais ce dernier sera lui-même informé de l'indisponibilité définitive du président. « Grâce aux médecins militaires de la présidence et à ces collaborateurs issus des forces de défense placés dans l'entourage du chef de l'État, l'armée a la haute main sur l'enclenchement du processus. Les états-majors seront parmi les premiers informés, affirme un fin connaisseur de la scène politique camerounaise, sous le couvert de l'anonymat. Ce moment est crucial. Il ne doit y avoir aucun flottement. L'incertitude est propice au risque d'instabilité. Risque qui tend lui-même à légitimer une interruption du processus par les militaires. »

[À LIRE Cameroun : après Paul Biya, un dauphin surprise à la tête du pays ?](#)

Les militaires camerounais pourraient-ils être tentés ? « Ils observent d'autres armées africaines succomber à la tentation,

prenant prétexte des désordres pour s'emparer du pouvoir. Ils écoutent les putschistes de pays voisins dénoncer le flou dans le scénario de succession, le peu de visibilité de l'avenir, la corruption des politiques, l'embourgeoisement des élites, énumèrent un officier à la retraite. Ces fléaux minent aussi le Cameroun et dans d'autres pays, ils font partie des raisons qui ont poussé des militaires à prendre le pouvoir. »

Notre interlocuteur rappelle que bien souvent, les putschistes justifient leur passage à l'acte par le souci de « sauvegarder les intérêts de la nation », selon la formule consacrée. Et dans un pays où le président de l'Assemblée nationale, en poste depuis près de trente ans, a dépassé les 82 ans [et où son homologue au Sénat \(Marcel Niat Njifendji\) flirte avec les 88 ans](#) et multiplie les séjours médicaux en Europe, il n'est pas déraisonnable d'imaginer que l'un ou l'autre préfèrerait décliner la responsabilité qui leur incomberait. Et que des militaires pourraient y voir l'occasion rêvée de se présenter en gardiens de l'ordre et de la continuité.

Pas de chef charismatique et populaire

Mais encore faudrait-il que l'armée, dans l'ensemble de ses composantes, soit en mesure de partager cette vision et surtout de se regrouper derrière un ou plusieurs de ses chefs. Quid de Joseph Fouda ? Il joue, en l'état actuel des choses, un rôle plus important que le chef d'état-major particulier du président, le général Emmanuel Amougou. Ce dernier demeure peu connu du grand public et il n'a pas l'influence d'un Blaise Béné Mpéké, son lointain prédécesseur mort en janvier 2007. « Toutefois, le contre-amiral Joseph Fouda n'est pas une figure populaire au sein de la troupe, analyse un observateur. Il n'est pas susceptible de rassembler les 50 000 hommes et femmes qui composent les forces de défense sur un projet, quel qu'il soit. »

[À LIRE Cameroun : chefs espions, généraux... Sur qui Paul Biya compte-t-il pour sécuriser la CAN ?](#)

Chargée de la sécurité rapprochée du président, Ivo Desancio Yenwo ne peut pas davantage se poser en rassembleur. Ce général anglophone qui doit toute sa carrière au chef de l'État et qui occupe

un poste habituellement attribué à un policier, n'a qu'une influence relative sur la troupe. Et le colonel Jean-Charles Beko'o Abondo, qui commande la Garde présidentielle ? Il n'était pas le premier choix de Paul Biya, qui lui avait initialement préféré le général Joseph Nouma, avant de se raviser. Bulu originaire de la région Sud (à l'instar du chef de l'État), Beko'o Abondo veille à n'afficher aucune accointance avec les politiques de tous bords et à se tenir loin des intrigues de palais. Peu connu avant sa nomination, en 2014, il ne l'est pas davantage aujourd'hui.

LA POPULARITÉ D'UN MILITAIRE EST PERÇUE PAR LE POUVOIR CIVIL COMME UNE MENACE À SA STABILITÉ.

Reste René Claude Meka, le chef d'état-major des armées. Ce saint-cyrien de 83 ans est un militaire blasé, mal voyant et à l'activité désormais réduite. Déjà d'un tempérament discret lorsqu'il était en pleine possession de ses capacités, il n'envisage pas de prendre la lumière, et personne n'y songe pour lui non plus.

Il faut dire que, mis à part le « chef suprême » qu'est Paul Biya, cette armée-là n'a pas de véritable chef militaire charismatique et populaire. « Aucune tête ne dépasse dans les rangs », poursuit notre interlocuteur. Alors qu'elle mène deux guerres, l'une contre le terrorisme islamiste dans l'Extrême-Nord et l'autre contre les sécessionnistes anglophones dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'armée évite soigneusement de mettre en avant ses « héros ». Aucun militaire n'est présenté à l'opinion pour ses hauts faits d'armes.

La popularité est perçue par le pouvoir civil comme une menace à sa stabilité. L'establishment politique se méfie autant des ambitieux qui grandissent en son sein que des soldats, fussent-ils gradés, qui montrent des capacités à penser global, voire qui se laissent aller à écrire (et faire publier !) des essais avec ou sans autorisation de leur hiérarchie.

Rivalités et injustices

Les différents états-majors coexistent dans un climat de méfiance. Tout est fait pour éviter des rapprochements potentiellement périlleux pour la stabilité du pouvoir civil. « Si quatre officiers ayant le grade de général se retrouvent en un seul et même lieu pour une raison qui n'a rien à voir avec le service, une fête, par exemple, ils sont tenus de s'en expliquer par écrit auprès du haut commandement », raconte un ancien militaire.

Du haut en bas de l'échelle, les militaires sont loin de penser comme un seul homme. À l'instar des civils auprès desquels ils vivent, ils sont influencés par les opinions politiques et courants de pensée qui traversent la société. En interne, l'armée est fractionnée en clans. Ceux-ci peuvent avoir des contours ethniques, lesquels se superposent aux clivages de structure. En effet, chacune de ses composantes est imprégnée d'une « sous-culture militaire » différente qui dispute à ses rivales à la fois la meilleure part du budget et la meilleure manière d'assurer la sécurité du pays. La cohabitation entre la gendarmerie, les armées de terre et de l'air et la marine n'est pas toujours harmonieuse.

GARDE PRÉSIDENTIELLE ET BATAILLON D'INTERVENTION RAPIDE SONT EN QUELQUE SORTE LES ASSURANCES-VIE DU POUVOIR

L'autre pomme de discorde tient de l'injuste répartition des privilèges, accordés à certains mais refusés à d'autres. Certes, l'armée camerounaise est traditionnellement bien dotée. Cette année par exemple, l'État prévoit de dépenser 348,9 milliards de F CFA pour les questions de défense et de sécurité – une enveloppe qui représente 10,8 % de son budget total, selon la loi de finances 2022.

[À LIRE Cameroun : affaires immobilières et amitiés politiques... Les dessous du système de l'Israélien Eran Moas](#)

Mais toutes les unités ne sont pas logées à la même enseigne. Les éléments de la Garde présidentielle sont ainsi les mieux lotis en termes de rémunération, d'équipement et de formation. Cette formation inter-armée (gendarmerie, armée de terre, air, marine), créée en 1985 en lieu et place de la Garde républicaine, est

entraînée et encadrée par des contractuels israéliens – et notamment par Eran Moas, un colonel à la retraite dont le nom n'apparaît dans aucun organigramme officiel – qui échappent à [l'autorité du ministre de la Défense, Joseph Beti Assomo](#), et à celle du commandement militaire.

Ces mêmes contractuels israéliens assurent également le contrôle du Bataillon d'intervention rapide (BIR). Doté de 5000 hommes, d'un matériel de guerre polyvalent (terre, mer et air) ainsi que d'un entraînement spécial, il joue un rôle de premier plan dans la défense du territoire. Dans les faits, le BIR est financé par la Société nationale des hydrocarbures (SNH), dont [le puissant Ferdinand Ngoh Ngoh](#), le secrétaire général de la présidence, dirige le conseil d'administration. Le BIR, comme la Garde présidentielle, a développé des capacités de surveillance électronique qui leur confère un avantage stratégique sur le reste de l'armée.

Ces deux unités sont en quelque sorte les assurances-vie du pouvoir. Ce sont elles aussi qui, à l'heure de la succession, seront les premières à se poser en rempart de la Constitution ou, au contraire, en protagonistes incontournables d'un intermède militaire.

POLITIQUE

Cameroun : après Biya, l'heure de Kamto et de l'opposition ?

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

3 février 2022 à 14:45

Par [Mathieu Olivier](#)

Mis à jour le 3 février 2022 à 14:49



Partisans de Joshua Osih, du SDF, et de Maurice Kamto, à la tête du MRC
© Montage JA

« Cameroun : les scénarios de la succession » (4/4). Si, dans un an, Paul Biya n'était plus président, ses adversaires politiques auraient-ils une chance ? Ils en sont en tout cas persuadés. Mais encore faudrait-il qu'une figure consensuelle se dégage.

DANS CE DOSSIER



[VOIR TOUT LE SOMMAIRE](#)

Cameroun : les scénarios de la succession de Paul Biya

- [\[Série\] Cameroun : les scénarios de l'après-Biya](#)

- [Cameroun : après Biya, la guerre des clans aura-t-elle lieu ?](#)

L'attente se fait longue, dans les locaux du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) en ce 8 octobre 2018. Au cœur du quartier Odza, dans le sud de Yaoundé, des dizaines de journalistes ont fait le déplacement et attendent la conférence de presse de Maurice Kamto, candidat de l'opposition au premier tour de l'élection présidentielle, qui a eu lieu la veille. Le représentant de *Cameroon Tribune*, le quotidien gouvernemental, est bien présent. La Une de son journal est déjà bouclée et évoquera [Paul Biya](#) le lendemain, mais le journaliste est là, par principe. Les heures passent. Certains reporters s'éclipsent et rejoignent les petits restaurants du coin. La vipère en sauce, arrosée d'une bière glacée, permet de passer le temps. Mais le repas achevé, le candidat du MRC ne se montre toujours pas.

[À LIRE\[Série\] Cameroun : les scénarios de l'après-Biya](#)

Une fronde s'organise. Un journaliste tente de convaincre ses confrères de ne pas se prêter au jeu de l'attente interminable et de quitter les lieux. L'argument porte. Faute d'unanimité, l'initiative échoue cependant. Les hommes de Maurice Kamto calment les plus irrités. « Le patron est en route », répètent-ils. Enfin, un tout-terrain noir passe le portail, aussitôt entouré par un service d'ordre sur les dents. Le candidat en descend, rejoint la salle où la foule de ses supporters s'est massée aux côtés des journalistes. Fines lunettes sur le nez, l'air bonhomme mais offensif, l'opposant attaque : « J'ai reçu mission de tirer le penalty historique. Je l'ai tiré, le but a été marqué ». [Maurice Kamto vient de se déclarer président élu.](#)

« Nous parions sur une implosion du système »

Plus de trois années ont passé. Ce 9 janvier 2022, un autre penalty retient l'attention des Camerounais. Les Lions indomptables jouent la 48e minute de leur match contre le Burkina Faso, en ouverture de la [Coupe d'Afrique des nations \(CAN\), à Yaoundé.](#) Le défenseur des Étalons fauche dans sa surface de réparation l'attaquant camerounais Nouhou Tolo. L'arbitre n'hésite guère, indiquant le

point de penalty. [Vincent Aboubakar](#) se charge de la sanction, inscrit son deuxième but de la soirée et permet à son équipe de l'emporter deux buts à un. Grand amateur de football, Maurice Kamto se sent soulagé. Invité à la cérémonie d'ouverture par un ami de l'Union africaine, il a préféré suivre le match des Lions à la télévision, loin de Paul Biya, installé dans les tribunes du stade de Yaoundé. A-t-il pour autant dit adieu à ses ambitions de succession ?

À LIRE [Cameroun : après Biya, la guerre des clans aura-t-elle lieu ?](#)

« Dans les scénarios de la succession de Paul Biya, nous sommes cantonnés à un second rôle, en tout cas dans un premier temps », explique un député de l'opposition. « Notre camp n'aura ses chances que si le système Biya s'effondre, que si les factions à la présidence ou au parti au pouvoir s'entre-déchirent », renchérit un opposant de longue date. En d'autres termes, si Paul Biya venait à disparaître du jour au lendemain de l'équation politique camerounaise, Maurice Kamto et consorts devraient également espérer que le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir) ne puisse trouver l'unité sans son fondateur emblématique.

AUJOURD'HUI, LE SYSTÈME TIENT GRÂCE À PAUL BIYA. MAIS DEMAIN ?

« Aujourd'hui, le système tient grâce à Paul Biya. Mais demain ? Les intérêts des uns et des autres prendront le dessus », analyse un politologue. « Nous parions clairement sur une implosion. La disparition de Paul Biya, c'est le chaos assuré dans le camp présidentiel. Et, après le chaos, dans une élection où les anciens du système n'auront pas su rester unis, qui sait ce qui peut se passer ? » précise notre député.

À LIRE [Cameroun : le match entre Paul Biya et Maurice Kamto se poursuit à la barre](#)

Au [Social Democratic Front \(SDF, présidé par John Fru Ndi\)](#), l'espoir de jouer les premiers rôles est mince, mais toujours présent. Le parti socialiste a clairement perdu de sa superbe et n'est plus que

l'ombre de ce qu'il a représenté dans les années 1990. Depuis le milieu des années 2010, il a surtout vu son espace politique grignoté par le MRC. Mais il a conservé des postes de députés au sein de l'Assemblée nationale.



Joshua Osih en août 2018 à Jeune Afrique, à Paris © François Grivelet pour JA

« La place du SDF, c'est celle d'une opposition constructive, entre le RDPC et le MRC, qui est miné par ses éléments les plus radicaux. Je pense que cette posture peut nous permettre de peser dans l'après-Biya », analyse un cadre du parti. Un ancien membre et co-fondateur de la formation est moins optimiste : « Je ne vois pas comment le SDF pourrait avoir une influence. Joshua Osih [candidat du parti en 2018] a fait un score de 3% à la dernière présidentielle et les postes de parlementaires ne sont souvent conservés que grâce à des accords avec le RDPC ». Affaibli par la lutte interne pour la succession de John Fru Ndi – [entre Osih et Jean-Michel Nintcheu notamment](#) – le parti a-t-il dit adieu à ses heures de gloire ? « Seul le MRC a aujourd'hui la capacité de mobiliser l'opposition », tranche notre co-fondateur du SDF.

Kamto sur les traces de John Fru Ndi

Silencieux depuis de nombreux mois, Maurice Kamto attend son heure. Emprisonné puis [libéré de prison en octobre 2019 après huit mois de détention](#), l'opposant a pour le moment décidé de ne plus

s'exprimer dans les médias et de faire de la libération des opposants politiques – dont une cinquantaine a encore été condamné en décembre dernier – [l'unique cheval de bataille du MRC](#). « Nous trouvions indécents de venir sur des plateaux de télévision parler de sujets tels que la CAN alors que tant de nos militants sont en prison », explique un cadre du parti. À l'abord du stade de Yaoundé, le 9 janvier dernier, le MRC avait ainsi dépêché quelques-uns de ses soutiens afin de distribuer des maillots de l'équipe nationale du Cameroun sur lesquels étaient inscrits « Libérez les prisonniers politiques ».

[À LIRE](#) [Cameroun : pourquoi les militants du MRC ont-ils été condamnés par des tribunaux militaires ?](#)

Maurice Kamto peut-il rassembler l'opposition derrière lui ? « C'est le plus crédible aujourd'hui et c'est aussi celui qui dispose d'un parti en ordre de marche », tranche un de ses soutiens. « Je n'y crois pas une seconde, rétorque un politologue de Yaoundé. Depuis les législatives de 2020, le MRC est divisé entre les lieutenants les plus radicaux, qui ont prôné le boycott, et les autres. »

En 1992, le candidat de l'opposition, John Fru Ndi, avait bien failli l'emporter lors des premières élections multipartites de l'histoire du pays. « Il avait l'attrait de la nouveauté – avec l'ouverture au multipartisme – et il a surtout récupéré tout le travail que la société civile et les anciens de l'Union des populations du Cameroun [UPC] avait effectué », se souvient un militant upéciste de l'époque. « Il ne devait même pas être le candidat de l'opposition. On avait proposé le rôle au [cardinal Christian Tumi](#) mais celui-ci a refusé. Fru Ndi est arrivé ensuite et a su récupérer le capital politique des mouvements de société civile tels que Cap-Liberté, créé après l'arrestation du journaliste Célestin Monga en janvier 1991", explique un opposant qui a connu la prison en 1990.



Le leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, Maurice Kamto, à Paris, le 30 janvier 2020. © STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

En axant sa campagne sur « ses » prisonniers politiques, Maurice Kamto peut-il faire en sorte que ce scénario se répète ? « C'est l'objectif actuel du MRC, explique notre politologue. Faire de Maurice Kamto le champion des droits humains face à l'État tortionnaire, comme John Fru Ndi avait été celui des libertés face au parti unique et à l'État policier ».

« Big bang à Yaoundé »

« L'époque a changé », estime, laconique, un ancien de Cap-Liberté, qui ne croit guère à une répétition du scénario. « Le succès de Fru Ndi en 1992, c'était celui de tout un mouvement hérité de l'UPC. Il y avait une base très large et détribalisée. Est-ce que Maurice Kamto dispose aujourd'hui de ce maillage ? » s'interroge un autre ancien soutien du président du SDF. « Il y a une réalité qu'il ne faut pas occulter : Kamto est bamiléké. Il aura beaucoup de mal à mobiliser dans les autres ethnies », ajoute cette même source, qui n'est pas bamiléké.

DIRE QUE NOTRE FORMATION EST BAMILÉKÉ EST COMPLÈTEMENT FAUX.

« Notre parti a beaucoup travaillé pour s'implanter dans toutes les régions du Cameroun, rétorque un cadre du MRC. Dire que notre formation est bamiléké est complètement faux et ne fait que reprendre la propagande du pouvoir. » Faut-il croire en une union de l'opposition après la disparition de Paul Biya ? « Chacun va vouloir tirer son épingle du jeu pour représenter son parti ou sa région d'origine. Les uns voudront participer à une transition ou un gouvernement d'union nationale et les autres espèreront s'extirper du chaos », estime notre politologue. Un ancien de l'opposition conclut, dans une métaphore astrale : « Du côté du RDPC comme de ses opposants, difficile de prévoir le "nouveau monde". Le départ ou le décès de Paul Biya, ce sera un peu le big bang à Yaoundé ».